

En Grèce, les mesures autoritaires du gouvernement de droite ont déclenché d'importantes luttes sociales. Mais après la période sombre du gouvernement d'Alexis Tsipras, la gauche doit mener une bataille difficile pour surmonter l'héritage de Syriza et montrer qu'une alternative est possible.

« Des eaux cristallines, un soleil immuable, des saveurs locales explosives et des couchers de soleil sublimes » : telle était la promesse de « [l'Été grec sans fin](#) », selon l'intitulé de la campagne officielle de promotion du tourisme en Grèce pour 2020. Un an et une catastrophe écologique plus tard, tout le monde se demande où est passé cet été et qui en a réellement profité.

Selon un sondage réalisé pour [l'Institut des Biens de Consommation au Détail](#) (IELKA), seulement un.e Grec.que sur trois a déclaré avoir pris des vacances cette année, la plupart ne pouvant le faire du fait de leur difficultés financières. Ceux et celles qui sont resté.e.s dans les villes ont dû supporter la chaleur, l'atmosphère toxique, le manque d'activités de loisirs de qualité pour les enfants et même les coupures de courant, le réseau s'avérant insuffisant pour faire face à l'utilisation excessive et aux conditions météorologiques extrêmes.

Dans ce contexte, la promesse d'un « été grec sans fin » semble appartenir à une époque révolue. D'un point de vue climatique, elle ressemble aussi à une menace. En effet, cet été, la Grèce a été frappée par des vagues de chaleur récurrentes, les pires que le pays ait connues depuis plus de trois décennies. Les températures ont atteint un niveau record de 47 degrés. Les conditions de chaleur extrême ont favorisé la propagation de [méga-feux de forêt](#) qui ont détruit cent vingt mille hectares de terres, soit [dix fois plus](#) que la moyenne de la dernière décennie.

C'est aussi un été où la Grèce a ouvert ses portes afin d'accueillir les client.e.s de l'industrie touristique, un soi-disant *success story* qui a coûté cher en termes de contaminations et d'hospitalisations. Face à une augmentation alarmante des cas de Covid-19 et à des taux de vaccination encore faibles, les Grec.que.s. se demandent si le gouvernement va imposer une nouvelle série de restrictions cet automne.

Depuis deux ans, la Grèce donne ainsi l'impression de passer d'une tenue à l'autre en fonction des saisons. Celle de l'hiver est fait d'un nombre croissant de décès dus au coronavirus, d'hôpitaux débordés, de chômage, de fermetures d'entreprises, de restrictions sévères et d'autoritarisme. Puis, à partir du mois de mai, la Grèce revêt ses habits d'été pour accueillir les hôtes étranger.e.s. Et à partir d'octobre, c'est le retour au réel, le gouvernement rejetant, comme d'habitude, la responsabilité de la crise sur les « citoyen.ne.s irresponsables ».

La pandémie en période d'austérité

Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie (droite) de Kyriakos Mitsotakis a géré la pandémie par des confinements successifs et des restrictions de mobilité mais en n'accordant qu'une compensation minimale aux secteurs de l'économie les plus durement touchés. Les mesures visant à renforcer la capacité et l'efficacité des services publics défaillants de la Grèce se sont avérées rares et insuffisantes. Au lieu de cela, le

gouvernement a utilisé l'état d'urgence pour [promouvoir des lois autoritaires](#) contre les travailleur.se.s et, notamment, l'abolition de la journée de travail de huit heures et la création d'une force de police spéciale sur les campus universitaires.

La crise sanitaire du COVID-19 a exacerbé tous les aspects de l'austérité. Le [chômage](#) a dépassé les 15 % en mai 2021, soit 19,1 % pour les femmes et 12,3 % pour les hommes. Une fois de plus, la Grèce détient le record de l'Union Européenne pour le chômage des jeunes avec environ 38,2 % de jeunes sans emploi en mai 2021.

La pandémie a révélé de manière spectaculaire les vulnérabilités d'un système de santé publique déjà durement touché par dix années d'austérité. Les établissements de soins en sous-effectif n'ont tout simplement pas eu les ressources nécessaires pour faire face aux effets sanitaires et sociaux dévastateurs de la pandémie ; depuis 2009, les dépenses de santé ont, en effet, considérablement diminué par rapport aux autres États européens. Aujourd'hui, les dépenses publiques de santé en Grèce représentent [5 % du PIB](#), soit un tiers de moins que la moyenne européenne.

Ces réductions de dépenses, associées aux changements structurels du système national de santé et à l'introduction de formes d'emploi précaires, ont érodé l'accès à la santé publique. Les besoins non satisfaits en matière de soins de santé parmi la population à faible revenu et les chômeurs ont fortement augmenté, avec un taux de 21,5 % chez les chômeur.se.s et de 34,3 % dans les couches à faible revenu nécessitant un traitement.

La violence fondée sur le genre a également augmenté pendant la pandémie. Selon un [rapport](#) du Secrétariat général à la démographie, à la politique familiale et à l'égalité des sexes publié en novembre dernier, les mesures de confinement, de quarantaine et de restriction des déplacements « ont eu pour conséquence que les violences domestiques ont été plus fréquentes et plus graves pour les femmes et leurs enfants. »

Les appels à la ligne d'urgence pour la violence de genre ont augmenté de 230 % au cours du premier confinement. En outre, pendant le premier et le deuxième confinement (novembre 2020 à mai 2021), une série de féminicides brutaux et inquiétants a révélé l'ampleur des abus domestiques et de la violence sexiste dans le pays. Au total, depuis le début de la pandémie, onze femmes ont été assassinées par leur mari ou leur partenaire.

Malgré les retombées sociales évidentes de la crise, le gouvernement a tenu un discours centré sur la responsabilité individuelle. La recommandation diffusée par les autorités « Restez chez vous, restez en sécurité » mettait l'accent sur le choix personnel plutôt que sur la solidarité pour minimiser la propagation de la maladie. Les citoyens étaient considérés comme des individus isolés, voire comme des délinquant.e.s potentiel.le.s.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que beaucoup aient hésité à participer à la campagne de vaccination, d'autant que les autorités publiques n'ont pas réussi à organiser une campagne de communication appropriée et à répondre aux inquiétudes du public en se basant sur l'expertise scientifique. Le ministère de la santé et le comité national des vaccinations ont ouvertement exprimé des doutes quant à l'adéquation du vaccin d'AstraZeneca pour les jeunes femmes et les femmes enceintes de moins de trente-neuf ans, même s'il s'agissait du seul vaccin disponible pour cette tranche d'âge. Compte tenu du manque de crédibilité généralisé des mesures de l'État, les approches irrationnelles et individualistes ont proliféré.

Cependant, blâmer les non-vacciné.e.s n'aide pas à comprendre l'état actuel de la

pandémie en Grèce. En septembre, seulement [59,2 %](#) de la population du pays avait été entièrement vaccinée, avec des taux encore plus faibles chez les jeunes de 18 à 24 ans (52 %), les jeunes de 25 à 49 ans (41 %) et les Grecs de 50 ans (30 %). Environ [90 %](#) des patient.e.s intubé.e.s admis.e.s en soins intensifs pour le COVID-19 ne sont pas vacciné.e.s.

En septembre, la Grèce figurait également parmi les [trois plus mauvais](#) pays de l'UE pour le nombre de décès par million d'habitant.e.s, aux côtés de la Bulgarie et de la Lituanie. Ces chiffres sont la conséquence du faible taux de vaccination parmi les populations les plus vulnérables. Pourtant, au lieu de déployer des efforts ciblés pour protéger ces groupes, le gouvernement utilise la campagne de vaccination comme un outil pour intensifier l'autoritarisme, les licenciements, le transfert des responsabilités et les attaques contre des services publics déjà débordés. Il en résulte une frustration croissante à l'égard des autorités, sans que la résistance au vaccin fléchisse.

Les feux de forêt, une opportunité pour privatiser

Le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis a reconnu que les incendies de forêt de cette année étaient un signe de la crise climatique actuelle, mais il a également insisté sur le fait que la question devait être traitée comme « politiquement neutre ». La Grèce a, en effet, une longue histoire d'incendies de forêt. Mais le pays manque cruellement d'un [cadre unifié](#) pour prévenir ces incendies et protéger ses forêts.

Le modèle basé sur l'investissement privé, présenté comme l'unique remède aux difficultés économiques de la Grèce, constitue lui-même une menace importante pour l'environnement naturel. L'un des premiers textes de loi adoptés par le gouvernement au début de la pandémie, le tristement célèbre « [projet de loi cadre sur l'environnement](#) », a renforcé la déréglementation du secteur de l'énergie et des investissements à grande échelle, menaçant directement les zones protégées et la biodiversité.

Lors de sa [première conférence de presse](#) après le pic des incendies de forêt du mois d'août, Mitsotakis a affirmé avec culot qu'il préférerait « confier les projets à des entrepreneurs privés », car les investisseurs du secteur privé ne sont pas liés par des procédures bureaucratiques compliquées. Partant de cette hypothèse, le gouvernement prévoit un vaste programme de reboisement en s'appuyant sur le secteur privé et sur des partenariats public-privé. L'État est donc considéré comme un simple régulateur supervisant les transactions commerciales, tout en se retirant progressivement de sa responsabilité de protéger la société et l'environnement.

La seule exception à ce principe de non-intervention est le rôle répressif de l'État qui s'est manifesté lors des confinements. Le recours à la violence policière lors des manifestations politiques, les attaques non provoquées contre les citoyen.ne.s et les centaines d'arrestations injustifiées ont renforcé la méfiance du public envers les institutions de l'État et ont révélé le visage d'une police punitive et vengeresse.

En ce sens, [l'incident du 7 mars à Nea Smyrni](#), une banlieue de classes moyennes d'Athènes, où des policiers ont jeté un jeune citoyen au sol et l'ont tabassé avec des matraques, n'était pas un cas isolé. Pendant les confinements, plusieurs cas de violations des droits humains par les forces de l'ordre ont été signalés, notamment des passages à tabac, des agressions sexuelles et des refus d'assistance médicale. Le Premier ministre et l'ancien ministre de la Protection des citoyens (l'équivalent grec du ministère chargé de la

police et des forces de sécurité), Michalis Chrysochoïdis, ont ignoré les appels à rendre des compte et ont affirmé que les violences policières « appartenaient au passé ».

Toutes ces manifestations d'incurie, d'autoritarisme et de complicité avec l'arbitraire policier ont accru le sentiment de méfiance de la population à l'égard des institutions de l'État, une population épuisée, en demande d'une protection qu'elle désespère de trouver auprès de l'État.

Un programme pour défendre la société

Malgré un mécontentement social généralisé et des mobilisations sociales sporadiques, le désaveu de la politique gouvernementale ne s'est pas encore traduit par un niveau élevé de confrontation sociale et politique. Le taux d'approbation du gouvernement est en baisse et Syriza, le principal parti d'opposition, espère transformer cette situation en une future victoire électorale. Néanmoins, après son passage au gouvernement, la transformation continue de Syriza en un parti de « centre-gauche » l'empêche de maintenir un lien avec la classe travailleuse et les racines radicales du parti.

La période récente a vu un essor des luttes contre la répression, l'épanouissement d'un nouveau mouvement féministe, une vague de protestations *#MeToo* dans le sport et le divertissement et un mouvement étudiant réactivé par le projet de loi créant des forces de police sur les campus. Cependant, les luttes sociales sont fragmentées et souvent isolées les unes des autres. [L'héritage radical](#) du mouvement anti-austérité existe toujours, mais il fait actuellement figure de repère controversé dans la mémoire de la gauche grecque et de ses mouvements sociaux.

Malgré la déception générale, la [récente victoire de la grève](#) des travailleur.se.s de la plateforme de livraison de plats cuisinés Efood est un puissant exemple d'une lutte menée par des travailleur.se.s d'une manière vivante et percutante. Leur protestation contre le chantage de l'entreprise a déclenché une vague massive de solidarité et de soutien populaire, des dizaines de milliers de client.e.s ayant désinstallé l'application afin d'exercer une pression sur l'entreprise. Cette combinaison fructueuse d'organisation syndicale classique, de « nouvelles » méthodes de militantisme numérique et de solidarité à la base avec les travailleur.se.s « essentiel.le.s » a réussi à surmonter des obstacles extraordinaires dans la période difficile qui a suivi le confinement et la quarantaine en Grèce.

La question est de savoir si la gauche est prête à tirer les leçons de cette expérience positive après les revers cuisants de la période récente. Il est certain que le bilan de la dernière décennie n'a pas été positif pour les forces radicales. Lorsque le karch financier de 2008 et la crise grecque qui a suivi ont éclaté, de larges secteurs sociaux se sont tournés vers la gauche et le mouvement ouvrier afin de défendre leurs droits ; les idées marxistes ont fourni un point de référence pour comprendre le monde et un idéal pour l'avenir. Aujourd'hui, les choses semblent bien différentes. La société ne semble pas prête à envisager les prochaines étapes, tant que la peur de la pandémie pèse encore sur sa tête.

Dans le même temps, ces circonstances exceptionnelles nécessitent un nouveau programme politique radical. Entre 2010 et 2015, l'appartenance du pays à la zone euro et à l'UE a fait l'objet de discussions dans les mouvements sociaux. Aujourd'hui, à côté des revendications toujours valables [d'annulation de la dette](#) et de rupture avec la [corset de fer des mémorandums](#), la crise exige une nouvelle élaboration d'ensemble.

La base évidente d'un tel programme est de soutenir et de protéger les services publics et les biens communs, la santé publique, l'éducation et les soins. La vaccination universelle doit être l'arme principale d'un plan de protection global, mais elle ne doit pas être concédée aux gouvernements et aux entreprises capitalistes ni considérée comme une solution qui se suffirait à elle-même. La lutte pour la santé publique doit également être combinée avec la défense des libertés civiles et le rejet de l'utilisation de la pandémie comme prétexte pour renforcer l'autoritarisme d'État.

Il est urgent de mettre en place une politique sociale en faveur des parties les plus faibles de la société, basée sur la taxation des richesses, la protection du travail, la réduction du temps de travail, un revenu garanti, le droit au logement, etc. Une restructuration plus large de l'économie exige également de rompre avec la dépendance destructrice de la Grèce vis-à-vis du tourisme et l'obsession néolibérale des privatisations et des investissements étrangers. Enfin, la restauration des terres détruites par les feux, le soutien aux personnes touchées par la catastrophe et la protection de l'environnement sont d'une importance vitale.

Ces revendications ont constamment émergé dans les luttes récentes et ont été largement débattues au cours des derniers mois. Mais le débat doit aller plus loin et s'engager dans la perspective d'un avenir radicalement différent, basé sur des principes actualisés socialistes et communistes, mais aussi écologiques et féministes.

Pluralité de gauches, mais pas d'alternative

Reste que même le meilleur programme ne suffit pas à donner l'impulsion nécessaire à une alternative. La condition fondamentale pour cela réside dans les initiatives des forces politiques de gauche et les structures collectives propres aux mouvements.

C'est là que réside la plus grande difficulté, car l'expérience contradictoire de la dernière décennie a produit des effets multiples. Pour certaines personnes de gauche au sein ou autour de Syriza, l'expérience gouvernementale a entraîné un tournant vers des solutions plus « réalistes ». Ce changement s'est poursuivi même après le retour de la droite au pouvoir, avec un Alexis Tsipras soucieux de faire preuve d'une forme d'opposition « institutionnelle ». Pendant ce temps, pour les partis et organisations de la gauche radicale, la défaite a engendré un sentiment d'impuissance à changer le cours des choses, ou même à inspirer et organiser une résistance sociale à grande échelle.

Malgré la mutation de Syriza, et son intention déclarée de se rapprocher d'un centre-gauche social-démocrate, ce parti reste le principal parti d'opposition et une référence pour de nombreuses personnes à gauche. Il tient un discours anti-gouvernemental et formule des revendications sociales, mais il n'est ni capable ni désireux de mener une lutte sociale visant à renverser le cadre des directives européennes et des mesures d'austérité. Pour cette raison, il ne sera à l'évidence pas en mesure de réitérer le rôle qu'il a joué lors des mobilisations anti-austérité de 2010-2015.

Le Parti communiste de Grèce (KKE) reste, selon les normes actuelles, un parti de masse. Comme il n'a pas participé de manière substantielle au [mouvement d'occupation des places](#) de 2011, à la bataille du référendum de juillet 2015 et, naturellement, au gouvernement Syriza, il semble moins affecté par les défaites et en position d'accroître sa crédibilité et sa force organisationnelle. C'est la force politique la plus cohérente du

mouvement ouvrier mais son attitude politique reste passive et n'envisage guère la possibilité d'une montée des luttes secouant le paysage politique.

Lors des élections de juin 2019, [DiEM25](#) et son leader [Yanis Varoufakis](#) ont obtenu un score légèrement supérieur au seuil de 3 % pour obtenir la représentation parlementaire, comblant en partie le vide à la gauche de Syriza. DiEM25 se réclame de l'héritage radical de 2015 et porte une volonté d'exprimer de nouvelles revendications sociales dans l'économie, les questions environnementales et de genre. Néanmoins, sa structure centrée sur son leader et l'absence de tout lien significatif avec les mouvements sociaux limitent grandement son rôle potentiel dans la reconstruction de la gauche grecque.

Enfin, si les nombreuses organisations d'extrême-gauche continuent d'être présentes à la base, notamment au sein du mouvement de la jeunesse, elles restent globalement dans un état de fragmentation et de stagnation, malgré quelques tentatives récentes de reconstruction de la gauche radicale.

La profusion de forces de gauche à l'intérieur et à l'extérieur du parlement débouche toutefois sur un vide en termes de construction d'une alternative. Au lieu de cela, les couches politisées, dotées d'une expérience de participation à l'action collective, prennent de plus en plus leurs distances avec la gauche organisée, découragées par sa fragmentation et le bilan de l'expérience de Syriza au gouvernement.

En ce sens, le principal problème aujourd'hui n'est pas le manque de voix anti-gouvernementales ou même anticapitalistes, mais le grave affaiblissement des mouvements et des organisations politiques. Leurs dirigeants abordent rarement la question, car cela impliquerait de débattre de leurs propres erreurs et lacunes. Les militants participent au mieux à des actions spécifiques et se tournent aussi fréquemment vers la sphère privée.

De telles attitudes ne peuvent combler l'écart entre les discussions théoriques et l'action effective. Seule la recherche collective d'une réponse et d'un nouveau projet radical, basé sur une organisation de base et des interventions pertinentes dans les problèmes de la vie quotidienne, peut apporter des réponses viables.

Pourtant, alors que les forces dominantes cherchent à réaffirmer le dogme du TINA, « [There Is No Alternative](#) », la situation n'est pas entièrement sans espoir. Bien qu'affaiblie, la gauche reste une force relativement massive et influente sur le plan électoral. Les mouvements sociaux sont vivants et de nouvelles mobilisations ne cessent d'émerger. En nombre significatif, les nouvelles générations se rapprochent de la gauche et des idées communistes. Mais ce qui fait cruellement défaut, c'est la conviction que les luttes peuvent apporter un réel changement politique.

Les conséquences dévastatrices du « gouvernement de gauche » représenté par Syriza entre 2015 et 2019 se font encore sentir. Cette expérience a généré de la frustration, de la démoralisation et, souvent, des attitudes agressives au sein de la gauche, en particulier parmi les anciennes générations. Mais l'expérience de la décennie précédente est plus complexe que cela. De larges secteurs ont également fait l'expérience que les luttes populaires peuvent bouleverser la scène politique. Si cela s'est produit une fois mais s'est arrêté à mi-chemin, pourquoi cela ne pourrait-il pas se reproduire, d'une manière plus radicale ?

Un nouvel effort cohérent pour reconstruire le mouvement social et la gauche radicale

Grèce, entre désastre environnemental et riposte

<https://www.contretemps.eu> **redaction**
sociale
pourrait trouver un terrain fertile, en particulier parmi les jeunes militant.e.s. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'un effort unificateur et combatif de ce type. Après un été sans fin, l'hiver ne sera peut-être pas aussi sombre que nous le craignons.

*

Cet article a d'abord été publié en anglais par [Jacobin](#). Il a été traduit pour *Contretemps* par Christian Dubucq.

Aliki Kosyfologou est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et en sociologie. Elle travaille actuellement en tant que chercheuse en sciences sociale et milite dans le mouvement féministe.

Thanos Andritsos est architecte et urbaniste, engagé dans les luttes urbaines et environnementales en tant que chercheur et militant.

Illustration : Carl Osbourn / <https://www.flickr.com/photos/mountainhalo/1129507581/> / Wikimedia Commons.